

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 mars 2019

CAUSERIE ET INFOS

En fin de journée j'ajouterai des articles à télécharger.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE

Au crépuscule du capitalisme.

L'illusion selon laquelle le capitalisme rimerait avec progrès social indéfini s'est envolée, il serait compatible avec la démocratie s'est désintégrée, il réaliserait progressivement le socialisme a été pulvérisée, ses représentations politique aussi, la droite et la gauche. Du coup qu'est-ce qu'il reste en lice à défaut d'un parti ouvrier révolutionnaire ou l'extrême gauche qui n'existe pas sauf dégénérée ? L'extrême droite, l'extrême droite nationale et l'extrême droite dite de l'extrême-centre ou oligarchie internationale, RN et LREM.

Lu. Où Cela ?

- "Européennes : inscrivez-vous sur les listes électorales !"

Réponse : Dans la news letter reçue de la Caf par Internet !

Défense du marxisme.

La leçon que le mouvement ouvrier et les Gilets Jaunes ont ignoré.

- Nous savons évidemment que chaque peuple, chaque classe et même chaque parti s'instruisent principalement par leur propre expérience, mais cela ne signifie nullement que l'expérience des autres pays, classes et partis soit de peu d'importance. Sans l'étude de la grande Révolution française, de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris, nous n'aurions jamais accompli la révolution d'Octobre, même avec l'expérience de 1905 : en effet nous avons fait cette expérience en nous appuyant sur les enseignements des révolutions antérieures et en continuant leur ligne historique. Toute la période de la contre-révolution fut remplie par l'étude des leçons de 1905. (...)

Certes, la seule étude de la révolution d'Octobre est insuffisante pour nous faire vaincre dans les autres pays; mais il peut y avoir des situations où existent toutes les prémisses de la révolution, sauf une direction clairvoyante et résolue du Parti basée sur la compréhension des lois et de méthodes de la révolution. (...)

Les dirigeants des Partis communistes européens qui n'étudieraient pas d'une façon critique et dans tous les détails l'histoire du coup de force d'Octobre ressembleraient à un chef qui, se préparant actuellement à de nouvelles guerres, n'étudierait pas l'expérience stratégique, tactique et technique de la dernière guerre impérialiste. Un tel chef vouerait ses armées à la défaite. (...)

Le Parti est l'instrument essentiel de la Révolution prolétarienne. (Extrait. Les leçons d'Octobre - L. Trotsky 1924)

Méthode scientifique ou sorcellerie. Avis aux aventuriers et autres dirigeants autoproclamés.

- Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'œil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie.

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ?

Tout sorcier a un certain pourcentage de malades qui guérissent. Et tout docteur un certain pourcentage de malades qui meurent. A partir de là, certains tendent à préférer la sorcellerie à la médecine. Mais en fait, la science peut démontrer que dans un cas le malade a guéri en dépit de l'intervention du sorcier et que dans l'autre il est mort parce que la science médicale, au moins dans sa phase actuelle, ne pouvait effectivement surmonter les forces de destruction de l'organisme ; dans les deux cas, on peut déterminer correctement le rapport entre l'objectif et le subjectif.

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes. (Extrait. Toute l'histoire ne serait-elle donc que faute et échec ? - L. Trotsky mai 1940)

Arguments pour contrer la propagande officielle.

En France, les « violences policières » cela n'existe pas.

- Par Me Régis de Castelnaud - Vue du Droit 13 mars 2019

Extraits.

Multiplication des procédures illégales, peines hors de proportion, incriminations fantaisistes ont été la norme pendant quelques semaines. En France on s'en est ému, à l'étranger aussi où la presse américaine a été jusqu'à dire qu'Emmanuel Macron allait faire oublier Poutine.

Et c'est comme cela que cette répression judiciaire de masse a été précédée d'une répression policière de masse elle aussi, émaillée d'un nombre invraisemblable et avéré de violences indignes d'un pays démocratique. L'utilisation de techniques policières, de matériels dangereux et de comportements ouvertement violents revendiqués comme tels ont abouti à un bilan humain catastrophique. Partout sur les réseaux on trouve des images qui en témoignent et provoquent l'inquiétude sur l'état des libertés publiques dans notre pays.

Et c'est comme cela, qu'un président de la république, perdant tout bon sens profère des phrases qui illustrent les dérives de ce pouvoir allant jusqu'à dire « il est inacceptable dans un État de droit de parler de violences policières ». Pardon ?

Lorsque l'on voit sur des vidéos des violences incontestables et illégales, commises par des policiers en uniforme dans l'exercice de leurs fonctions, il est inacceptable de parler de « violences policières » ? Lorsque l'IGPN, organe républicain de contrôle de la police, enquête sur ce qu'elle qualifie elle-même de « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque le parquet poursuit des policiers pour des faits commis en violation du code pénal français, qui qualifie spécifiquement les « violences policières », c'est inacceptable ? Lorsque des juges d'instruction mettent en examen des policiers pour des violences commises en violation de l'article 223-13 du Code pénal, c'est inacceptable ? Lorsqu'un tribunal condamne des policiers en application de cet article, c'est inacceptable ? Lorsque la presse ou n'importe quel citoyen utilisent la liberté d'expression garantie par la constitution et la déclaration des droits de l'homme pour qualifier de « violences policières », les comportements violents et illégaux de policiers dans l'exercice de leurs fonctions, c'est inacceptable ? Vue du Droit 13 mars 2019

- Un policier fait le coup de poing avec Gilets jaunes et street medic à Paris - sputniknews.com 16.03

Alors que des membres des forces de l'ordre essayaient de disperser des Gilets jaunes rassemblés aux Champs-Élysées à Paris dans le cadre de l'acte 18 de leur mobilisation, un policier a commencé à donner des coups de poing aux manifestants, comme en témoigne une vidéo diffusée ce samedi sur les réseaux sociaux.

Celle-ci montre également cet agent attaquant un street medic qui tente de se protéger le visage en le couvrant de ses mains.

On voit en outre d'autres policiers matraquer des Gilets jaunes et les street medics qui tentent d'accéder aux personnes gisant à terre. sputniknews.com 16.03

- Castaner qualifie d'«assassins» les auteurs de l'incendie de la Banque Paribas - sputniknews.com 16.03

L'idéologie politique du sionisme est colonialiste et raciste.

- La France de Macron, avant-garde de l'odieux amalgame entre antisémitisme et antisémitisme par Jonathan Cook Mondialisation.ca 14 mars 2019

Extraits.

On peut mesurer à quel point l'attitude de la communauté internationale à l'égard d'Israël s'est complètement inversée au cours des cinquante dernières années en étudiant le sort d'un simple mot : « sionisme ».

En 1975, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le monde entier se dissociait de la position des États-Unis et de l'Europe pour déclarer que le sionisme, l'idéologie fondatrice d'Israël, « est une forme de racisme et de discrimination raciale ».

Aux yeux des pays du Sud, les grandes purges de Palestiniens indigènes menées par les Juifs européens en 1948 et en 1967 ne faisaient que rappeler la purification ethnique menée par des Européens blancs contre des peuples autochtones aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud.

Sur une grande partie du globe, ces colons juifs ressemblaient à un anachronisme, une réminiscence des « pionniers » blancs se dirigeant vers l'ouest à travers les terres prétendument vides des États-Unis ; des fermiers blancs qui accaparèrent de vastes étendues de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie comme leur propriété privée ; et des nouveaux venus blancs qui ont parqué les résidus des peuples autochtones de l'Australie dans des réserves ou les ont transformés en un spectacle de foire dans leurs sites touristiques.

La résolution de l'ONU affirmant que « Le sionisme est une forme de racisme » a duré 16 ans – jusqu'à la chute de l'Union soviétique et l'émergence des États-Unis en tant que seule superpuissance mondiale. Après de nombreuses intimidations et pressions diplomatiques de la part de Washington, comprenant la promesse qu'Israël s'engagerait dans un processus de paix avec les Palestiniens, la résolution 3379 a finalement été révoquée en 1991.

Des décennies plus tard, le pendule a basculé de manière décisive dans l'autre sens.

Les élites américaines et européennes ont quitté leur position défensive d'autrefois qui affirmait que le sionisme n'est pas du racisme. Maintenant, elles sont passées à l'offensive. Elles présument que l'antisionisme – la position de la majorité de la communauté internationale il y a 44 ans – est synonyme de racisme.

Ou plus précisément, il est de plus en plus admis que l'antisionisme et l'antisémitisme sont les deux faces d'une même pièce.

Systeme de type Apartheid

Cette tendance s'est consolidée la semaine dernière lorsque Emmanuel Macron, le Président français centriste, est allé plus loin que la simple réitération de sa confusion entre l'antisionisme et l'antisémitisme. Cette fois, il a menacé d'interdire l'antisionisme en le pénalisant.

L'amalgame de Macron entre antisionisme et antisémitisme est manifestement absurde.

L'antisémitisme fait référence à la haine des Juifs. C'est de la bigoterie et de l'intolérance, purement et simplement.

L'antisionisme, en revanche, est une opposition à l'idéologie politique du sionisme, un mouvement qui a insisté sous toutes ses formes politiques pour donner la priorité aux droits des Juifs à une patrie par rapport à ceux, les Palestiniens, qui y vivaient déjà.

L'antisionisme n'est pas un racisme contre les Juifs ; c'est une opposition au racisme des Juifs sionistes.

Bien sûr, un antisioniste peut aussi être antisémite, mais il est plus probable qu'un antisioniste professe sa position pour des raisons pleinement rationnelles et éthiques.

Cela a été rendu encore plus clair l'été dernier lorsque le Parlement israélien a adopté une loi fondamentale définissant Israël comme l'État-nation du peuple juif (PDF). La loi affirme que tous les Juifs, même ceux qui n'ont aucun lien avec Israël, y jouissent d'un droit à l'autodétermination dont tous les Palestiniens sont privés, y compris le cinquième de la population israélienne qui est palestinienne et détient la citoyenneté israélienne.

En d'autres termes, la loi crée deux statuts en Israël – et, de manière implicite, dans les territoires occupés également – sur la base d'un système de classification ethno-religieux imposé qui octroie à tous les Juifs des droits supérieurs à tous les Palestiniens.

Sur le plan constitutionnel, Israël applique explicitement un système juridique et politique assimilable à celui de l'Apartheid, un système encore plus complet que celui de l'Afrique du Sud. Après tout, les dirigeants sud-africains de l'Apartheid n'ont jamais prétendu que leur pays était la patrie de tous les blancs.

Criminaliser le BDS

La menace de Macron d'interdire l'antisionisme est le prolongement logique des mesures existantes en Europe et aux États-Unis visant à pénaliser ceux qui soutiennent BDS, le mouvement croissant de solidarité internationale avec les Palestiniens qui appelle au boycott, au désinvestissement et à des sanctions contre Israël. (BDS).

De nombreux membres du mouvement BDS, mais pas tous, sont antisionistes. Une proportion d'entre eux est constituée de Juifs antisionistes.

Le mouvement non seulement saute par-dessus les décennies de complicité des élites politiques occidentales à l'oppression des Palestiniens par Israël, mais souligne l'ampleur de cette complicité. C'est une des raisons pour lesquelles il est tellement honni par ces élites.

La France est allée plus loin que tous les autres dans cette direction en criminalisant le BDS en tant que forme de discrimination économique. Elle assimile ainsi un État, Israël, à un groupe ethnique, les Juifs, exactement comme les antisémites.

Une telle législation a autant de sens que la France interdisant, dans les années 80, le boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid au motif qu'elle constituerait une discrimination à l'égard des blancs.

Les lobbyistes israéliens en action

La France, cependant, est simplement en tête de ce mouvement. Aux États-Unis, quelques 26 États ont promulgué des lois punissant ou sanctionnant les individus et les organisations favorables au boycott d'Israël. Une législation similaire est en cours de promulgation dans 13 autres États.

Aucun d'entre eux ne semble préoccupé par le fait de violer les droits Américains si précieux garantis par le Premier amendement, et de faire une exception au droit à la liberté d'expression dans un cas seulement – celui d'Israël.

Ce mois-ci, le Sénat américain s'est joint à la mêlée en adoptant un projet de loi incitant les États à infliger des sanctions économiques aux personnes qui soutiennent le boycott d'Israël.

Ces victoires contre le mouvement non-violent BDS sont le résultat des efforts vigoureux et malveillants déployés dans les coulisses par les lobbyistes israéliens pour assimiler l'antisionisme et l'antisémitisme.

Alors que la position d'Israël aux yeux des publics occidentaux s'est effondrée avec l'avènement des réseaux sociaux, avec la diffusion d'innombrables vidéos de la violence perpétrée par l'armée israélienne et les colons filmées par les caméras des téléphones portables, et la famine imposée à Gaza par Israël, les lobbyistes pro-israéliens ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour qu'il soit de plus en plus difficile de dénoncer Israël.

Redéfinition de l'antisémitisme

Leur coup d'État a été la récente acceptation généralisée en Occident d'une redéfinition de l'antisémitisme qui le confond volontairement avec l'antisionisme.

Les empreintes digitales d'Israël maculent les travaux de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Il n'est donc guère surprenant que la définition longue et vague de l'antisémitisme élaborée par l'IHRA ait été complétée par 11 exemples, dont 7 se rapportent à Israël.

Un exemple, affirmant qu'Israël est une « entreprise raciste », suggère que les 72 États membres de l'ONU qui ont voté pour la résolution de 1975 intitulée « Le sionisme est une forme de racisme », de même que les 32 États qui se sont abstenus, ont eux-mêmes épousé –ou fermé les yeux sur – l'antisémitisme.

Les gouvernements occidentaux, les autorités locales, les partis politiques et les organismes publics s'empressent maintenant d'adopter la définition de l'IHRA.

Le résultat a été une peur croissante au sein des publics occidentaux à propos de ce que l'on peut encore dire sur Israël sans susciter des accusations d'antisémitisme.

C'est bien là le but. Si les gens ont peur que d'autres pensent qu'ils sont antisémites parce qu'ils ont critiqué Israël, ils se tairont, laissant à Israël une plus grande marge de manœuvre pour commettre des crimes contre les Palestiniens. Le trope de la « haine de soi juive »

Si Macron et l'IHRA avaient raison – à savoir que l'antisionisme et l'antisémitisme seraient indistincts – nous aurions alors à accepter des conclusions très gênantes.

L'une serait que les Palestiniens sont systématiquement condamnés comme antisémites car ils revendiquent leur propre droit à l'autodétermination. Autrement dit, il serait impossible pour les Palestiniens de revendiquer les mêmes droits que les Juifs dans leur propre pays sans que cela soit déclaré raciste. Bienvenue à Alice de l'autre côté du miroir.

Une autre conclusion serait qu'une proportion importante de Juifs à travers le monde, ceux qui s'opposent à l'auto-définition d'Israël comme « État juif », sont également des antisémites, contaminés par une haine irrationnelle de leurs semblables Juifs. C'est le trope du « Juif qui se hait lui-même » sur lequel Israël s'appuie depuis longtemps pour discréditer les critiques émises par des Juifs [Noam Chomsky, Norman Finkelstein, Shlomo Sand, etc.].

De ce point de vue, les Juifs qui veulent que les Palestiniens jouissent des mêmes droits que ceux que les Juifs revendiquent pour eux-mêmes au Moyen-Orient sont racistes – et pas seulement cela, mais racistes contre eux-mêmes.

Et si les efforts de Macron pour criminaliser l'antisionisme s'avéraient fructueux, cela signifierait que Palestiniens et Juifs pourraient être punis – voire même emprisonnés – pour avoir exigé l'égalité entre Palestiniens et Juifs en Israël.

Aussi grotesque que ce raisonnement puisse sembler lorsqu'on l'exprime en des termes si explicites, des acteurs en l'Europe et aux États-Unis acceptent facilement de telles approches pour lutter contre l'antisémitisme.

L'ampleur de cette folie est évidente dans la décision de la banque allemande Bank für Sozialwirtschaft, ou Banque pour l'économie sociale, de clore le compte d'un groupe juif antisioniste, La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient, à cause de son soutien au boycott d'Israël. C'était la première fois qu'une banque allemande fermait le compte d'une organisation juive depuis les Nazis.

La banque a pris cette mesure après avoir reçu des plaintes selon lesquelles La voix juive pour une paix juste au Moyen-Orient était antisémite de la part du centre Simon Wiesenthal, un groupe qui dissimule son soutien fervent à Israël par sa campagne en faveur des droits des Juifs. Amalgamer la gauche et l'extrême droite

L'antipathie de Macron à l'égard de l'antisionisme – partagée par beaucoup d'autres qui cherchent à le confondre avec l'antisémitisme – a une cause explicite et une cause plus voilée. Les deux sont liées à la crise politique à laquelle il est confronté. Après deux ans au pouvoir, il est le président le plus impopulaire de l'histoire de la République.

Selon Macron, la montée de l'antisionisme, ou plus généralement l'opposition croissante à Israël, grossit les rangs de ceux qui veulent faire du mal aux Juifs en France, que ce soit par des attaques, par la griffonnage

de croix gammées sur des tombes juives ou par la pollution du discours public, en particulier sur les réseaux sociaux.

Deux groupes que lui et les groupes de pression juifs français ont identifiés comme étant au cœur du problème sont les musulmans français, souvent considérés comme des immigrants récents qui importeraient avec eux des attitudes supposément racistes à l'égard des Juifs propres au Moyen-Orient, et des gauchistes laïques qui sont à l'avant-garde du soutien pour BDS.

Bien qu'un tout petit nombre de musulmans français ait adopté des positions extrémistes, la grande majorité ressent une hostilité envers Israël en raison de son rôle dans le déplacement et l'oppression des Palestiniens. Ce sentiment est également dominant chez les activistes de BDS.

Mais Macron et le lobby laissent entendre que ces deux groupes antisionistes sont en réalité étroitement alignés sur les groupes antisémites d'extrême droite et néonazis, quelles que soient leurs différences évidentes quant à l'idéologie et à l'attitude vis-à-vis de la violence.

Le flou entretenu par Macron entre l'antisionisme et l'antisémitisme vise à semer le doute sur ce qui devrait constituer une distinction évidente entre ces trois circonscriptions idéologiques très différentes. Macron le prestidigitateur

Le tour de passe-passe de Macron s'inscrit toutefois dans un ordre du jour connexe et intéressé, comme le montre clairement l'abus plus général – ou usage comme une arme – des insultes antisémites en Europe et aux États-Unis.

Macron est confronté à une révolte populaire connue sous le nom des « Gilets jaunes », qui envahit les rues principales depuis de nombreux mois. Les manifestations ébranlent son gouvernement.

À l'instar d'autres insurrections populaires récentes, telles que le mouvement Occupy Wall Street, les Gilets Jaunes n'ont pas de dirigeants et leurs revendications ne sont pas univoques. Ce mouvement représente davantage une humeur, un mécontentement généralisé à l'égard d'un système politique déconnecté du quotidien des habitants, et qui, depuis la crise financière survenue il y a dix ans, est apparu chroniquement défaillant et irréformable.

Les Gilets Jaunes incarnent un grief qui recherche désespérément à se frayer un chemin vers une nouvelle étoile politique, une vision différente et plus juste de la manière dont nos sociétés pourraient être organisées.

Le manque d'articulation même du mouvement a été son pouvoir et sa menace. Ceux qui sont frustrés par les politiques d'austérité, ceux qui sont en colère contre une élite politique et financière arrogante et qui ne réagit pas à leurs demandes, ceux qui aspirent à un retour à un sens plus clair de la Francité peuvent tous chercher refuge sous sa bannière.

Mais cela a également permis à Macron et à l'élite française de projeter sur les Gilets jaunes toutes sortes de motivations malveillantes qui servaient au mieux leurs efforts de diabolisation du mouvement. Des accusations que les porte-parole du mouvement rejettent en bloc.

Et compte tenu de la marée montante des mouvements nativistes et d'extrême droite à travers l'Europe, il a été difficile pour le Président français, dans son grand désarroi, de résister à la tentation de lancer l'accusation d'antisémitisme contre les Gilets jaunes.

De même que Macron a présenté les militants de gauche et antiracistes soutenant BDS comme étant de mèche avec les néonazis, il a mis les Gilets jaunes et les nationalistes blancs d'extrême droite dans le même sac. La plupart des médias français ont recyclé cette calomnie avec joie.

L'industrie de la calomnie et de la diffamation ne veut pas une protection contre l'antisémitisme, elle veut un retour à une culture politique dans laquelle son pouvoir restait sans rival et n'était jamais soumis à l'examen.

Pour le lobby israélien, cela signifie la renaissance d'un climat politique qui existait avant le discrédit du processus d'Oslo, lorsque les critiques d'Israël étaient publiquement rejetées et les Palestiniens traités principalement comme des terroristes.

Pour les centristes, cela nécessite l'enracinement d'une politique managériale et néolibérale dans laquelle les grandes entreprises et industries et la finance ont toute liberté pour dicter leurs politiques économiques et sociales, et où leurs échecs sont compensés sans aucune question par le public par le biais de programmes d'austérité.

Il s'agit d'un pacte impossible et dans lequel les Juifs sont utilisés pour huiler les roues des politiques défailtantes, impuissantes et de plus en plus autoritaires du centre.

Venezuela : Les masques sont tombés.

- Le Venezuela démasque le sénateur étasunien Marco Rubio suite au sabotage électrique (Prensa Latina) - legrandsoir.info 10.03

Extrait.

Caracas, 8 mars (Prensa Latina) Le gouvernement du Venezuela a aujourd'hui démasqué le sénateur étasunien Marco Rubio, étant démontrée, par un message publié sur le réseau social Twitter, sa complicité concernant le sabotage effectué contre le système électrique national du pays.

Jorge Rodriguez, vice-président des secteurs de la Communication, la Culture et du Tourisme du Venezuela, a manifesté en conférence de presse que Rubio devait rendre des comptes devant le monde pour expliquer comment il a eu connaissance du fait que le système de contrôle automatisé d'urgence de la centrale hydro-électrique de Guri avait été endommagé.

« Cet homme a des dons de devin, moins de trois minutes après le sabotage technique et criminel, Rubio apparaît en annonçant l'action », a ironiquement estimé Rodriguez en référence au Twitt de Marco Rubio commentant la coupure quasi-totale d'électricité dans le pays sud-américain moins de trois minutes après les faits.

« Nous savons déjà d'où a été perpétré l'attentat criminel, et le Twitt de Marco Rubio est en ce sens très révélateur, puisqu'ils ont attaqué de manière cybernétique le système de contrôle automatisé de la centrale hydro-électrique de Guri. En attaquant ce système, les machines de Guri se sont arrêtées pour s'auto-protéger, et ne pouvaient plus générer d'électricité. Comment Marco Rubio savaient cela en moins de trois minutes ? Car il savait ce qui allait se passer ! », a expliqué Rodriguez.

« Ceux qui sont derrière ce sabotage n'ont aucune considération envers les 30 millions de vénézuéliens ; peu leur importent les patients dans les hôpitaux, les enfants ou autres personnes », a déploré Rodriguez.

« Ce sabotage démontre qu'il ne s'agit pas d'une agression uniquement à l'encontre des chavistes (personnes soutenant le gouvernement actuel, du nom de l'ancien président Hugo Chavez), mais à l'encontre de toutes les personnes vivant au Venezuela. Et qui met en lumière ces faits et y fait face ? Une fois de plus le président du Venezuela, Nicolas Maduro », a manifesté le vice-ministre. legrandsoir.info 10.03

LVOG - Cet épisode a permis de montrer au monde entier que l'immense majorité du peuple vénézuélien soutenait Maduro et rejetait la tentative de coup d'Etat des Etats-Unis.

DEUXIEME PARTIE

Parole d'internaute.

1- Cette nuit trois des plus beaux fleurons du pays viennent d'être privatisés : la française des jeux, ADP et Engie. Une illustration supplémentaire de ce qui nous attend si nous tardons trop : le pays est en train d'être vendu à la découpe. Macron fait le job en toute urgence.

Également une preuve que ce qu'avance Juan Branco, tout au long de l'entretien, est fondé...

Car oui, cet entretien m'a juste fait froid dans le dos : la situation est bien, bien plus grave que je ne le pensais.

Juan branco démontre, preuves à l'appui, que la caste qui dirige notre pays est inféodée à une "méta caste" (les 0,1%), et qu'ils n'ont absolument aucune empathie pour les souffrances du peuple. Au contraire, le mépris est la règle, la corruption est quasi généralisée. Leur seul but est leur carrière, et leur seule volonté est de s'enrichir de plus en plus à nos dépens. J'ai fini d'écouter cet entretien en étant extrêmement mal à l'aise : comment en effet, dans notre pays qui se dit démocratique, un homme aussi talentueux que lui est aujourd'hui au RSA, ostracisé, et dans l'impossibilité d'éditer son livre en France ? C'est une preuve de plus de ce qu'il avance tout au long de l'entretien : l'état est totalement corrompu, et ceux qui résistent à cela sont écartés. Il est vraiment urgent de ne faire aucun compromis avec ce pouvoir, et de reconquérir notre souveraineté pleine et entière. Cela passe forcément par un mouvement révolutionnaire.

Macron doit partir, l'assemblée nationale doit être dissoute, et une nouvelle Constituante élaborée, ou alors nous sommes perdus.

LVOG - Depuis le 17 novembre 2017, cela fait 4 mois que les 25 à 30 millions de travailleurs et retraités ont eu l'occasion de descendre dans la rue contre Macron et sa politique, et malgré tout ils s'en sont abstenus. Et demain quand ce sera au tour du régime de retraite d'être liquidé, croyez-vous qu'ils réagiront différemment ?

Ne serait-ce pas là la question politique prioritaire que tous évitent de poser ? Pourquoi ? Que craignent-ils ?

Ce constat ou les faits confirment mon analyse que personne ne partage. Il en serait autrement que cela ne changerait rien à la situation dans l'immédiat ou même avant un certain temps, mais au moins cela permettrait de disposer d'une base saine de discussion et pour se regrouper, ce qui est impensable sur des positions identitaires ou quand on cautionne la propagande de l'oligarchie ou encore, quand on fait miroiter aux militants des objectifs irréalisables ou bien, quand on leur sert des analyses que les faits démentent presque immédiatement ou qui ont déjà été invalidés, personne ne peut prendre au sérieux ces formations politiques...

2- Les 0,1% dirigent le monde et bien entendu, la France; l'objectif ? Pouvoir ? Argent ? Destruction ? À nous de reprendre le pouvoir !

LVOG - Que nous n'avons jamais détenu, à moins de s'identifier à des partis aujourd'hui totalement discrédités et de leur attribuer des vertus passées qu'ils n'ont jamais eu en réalité... C'est à croire que les expériences passées n'ont servi à rien.

3- Un bémol cependant sur son analyse de la situation : il dit que la caste au pouvoir n'a pas d'idéologie, que la seule chose qui la motive c'est la défense de ses intérêts : mais ça justement c'est leur idéologie – ils mettent en application l'idéologie néolibérale.

Intéressant serait de comprendre comment et à partir de quand les élites française se sont converties à cette idéologie (c'est peut-être beaucoup plus ancien que ce que l'on pense car quand écoute les analyses de Lacroix-Riz sur l'entre-deux-guerres, on se dit qu'il y a comme qui dirait des échos...)

LVOG - Il n'y a pas eu à proprement parler de conversion idéologique des "élites française", mais un tournant idéologique correspondant à un tournant économique à l'échelle mondiale... Une vieille illusion qui a la peau dure...

4- Le néolibéralisme n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment – absence de règle donc. Ce n'est donc pas une idéologie au sens système réglant les rapports sociaux, ceux-ci sont absents. C'est donc un champ de forces sans lois (sinon ad hoc, ce qui revient à pas de lois) qui mène à tout et n'importe quoi, guerres, dictatures, dévastations de la planète, crises graves à répétition, instabilité systémique...

LVOG - Vous vous méprenez, c'est le capitalisme en général qui "n'a pas de règle autre que favoriser la rente du capital sans règle sinon de celle plus fort ou des compromis du moment". C'est marrant à quel point s'est difficile d'admettre que le capitalisme n'a jamais eu aucune vertu progressiste ou sociale, autres que celles correspondant à ses besoins ou sous la contrainte de la lutte de classe des exploités. C'est à cela qu'on reconnaît tous ceux qui ne sont pas encore prêts de rompre avec le capitalisme...

Glucksmann ou la Prostitution publique.

Les Crises. fr - Fin 2006, il avait rejoint le parti politique Alternative Libérale, hyper libéral donc, mais surtout, il avait annoncé qu'il en serait candidat pour les législatives 2007 !

Finalement, il n'a pas été candidat in extremis – étant allé avec son père promouvoir Nicolas Sarkozy.

Je rappelle enfin, par honnêteté et pour vous tenir au courant, que nous avons porté plainte contre Raphaël Glucksmann pour diffamation. Comme il a reconnu être l'auteur des propos incriminés, il a été mis en examen automatiquement, ce qui ne préjuge en rien de sa culpabilité.

- Un autre Macron est possible par Pierre Rimbert - Le Monde diplomatique - décembre 2018

Il a 39 ans, des diplômes clinquants, un regard habité et des envies de changement. Entouré de jeunes chefs d'entreprise et de « porteurs de causes » issus de la « société civile », il lance un « mouvement politique » destiné à « sauver les démocraties libérales » menacées par l'« insurrection populiste ». Parce que c'est notre projet, exhorte-t-il, « à nous, désormais, de marcher ».

Après la formation de M. Emmanuel Macron, voici Place publique, fondée en novembre par l'essayiste Raphaël Glucksmann. L'un domine le centre droit ; l'autre investit le centre gauche, où la désintégration du Parti socialiste laisse un vide et des classes moyennes cultivées désemparées. D'où va-t-on désormais proclamer que rien ne va plus et qu'il faut tout changer — sauf l'essentiel : les structures économiques et sociales ? Avec Les Enfants du vide (Allary Éditions), livre-manifeste publié cet automne, Glucksmann a d'un coup comblé la béance. De L'Obs à L'Humanité en passant par Mediapart, on s'arrache l'homme providentiel. Il est chez lui sur France Inter, louangé permanent au Monde, en « une » de Libération, en couverture de Politis. Des personnalités socialistes, écologistes ou communistes projettent sur son visage souriant leurs aspirations ravalées. Glucksmann a compris que son public cible n'aimait rien tant que battre sa coulpe, triturer sa mauvaise conscience, ruminer ses échecs et y remédier au moyen de recettes toujours identiques, mais ripolinées aux couleurs du jour — le vert, en l'occurrence. Cela tombe bien : Raphaël, qui s'est souvent trompé, met en scène confessions et conversion. À L'Obs (4 octobre 2018), il confie : « Je dois réapprendre à m'oublier. » Ambitieux programme.

Lui qui fut tour à tour admirateur de M. Nicolas Sarkozy en 2008, animateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des mondes, conseiller du président géorgien néolibéral et atlantiste Mikheïl Saakachvili, lui qui admettait volontiers : « Ça ne m'a jamais fait vibrer de manifester pour les retraites » (M Le magazine du Monde, 22 mars 2014) et se déclarait au printemps 2017 « fier » de l'élection de M. Macron, revendique à présent Occupy Wall Street et dit « nous » quand il parle de la gauche. « On a zappé complètement la question sociale », admet-il. « Mon logiciel de pensée a contribué à former l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui » (Mediapart, 14 novembre 2018). La mise à jour dudit « logiciel » copie-colle les constats effectués depuis des lustres par ceux que combattait hier Raphaël : « On voit les entreprises multinationales refuser les lois des nations et chercher à leur imposer les leurs. On voit les banques sauvées par l'argent public maquiller leurs comptes et cacher leurs fonds dans des paradis fiscaux. » À tout cela s'ajoute la menace d'un anéantissement de la planète par le réchauffement climatique.

Alors, que faire ? Contre « les anciennes idéologies, les vieux partis, les antiques structures », contre les inégalités et le gaz carbonique, Glucksmann propose plus de participation citoyenne, plus d'écologie, plus d'Europe. « Nous assumons l'horizon d'une République européenne », écrit-il. Des « porteurs de causes » aussi frétilants que MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Bayrou, Daniel Cohn-Bendit et Bernard-Henri Lévy annoncent les éléments de ce credo depuis bientôt quatre décennies. Les papy du vide ont trouvé leur héritier. Le Monde diplomatique - décembre 2018

Commentaire d'un internaute

- Il faut à tous prix sauver le parti socialiste, vous savez ce parti qui parle à gauche dans l'opposition et à droite (voir à l'extrême droite...Valls...) au gouvernement. Mais là on a passé le mur du con...les recruteurs de la CIA et du CAC 40 semblent en manque de cheptel....et de mémoire....Parce que celui-là ...Il va être très difficile de nous le vendre.

En famille. L'EuroMaïdan néozani a son candidat.

Européennes: le PS désigne Raphaël Glucksmann comme tête de liste - AFP 17 mars 2019

Le Parti socialiste a désigné samedi l'essayiste Raphaël Glucksmann comme tête de liste pour les Européennes, faisant pour la première fois de son histoire le choix critiqué de s'effacer derrière un candidat de la société civile pour ce scrutin.AFP 17 mars 2019

Européennes : Glucksmann candidat pour prendre la tête d'une liste d'union de la gauche - Lexpress.fr 15.03

LVOG - En réalité cette "*union de la gauche*" se résume à Glucksmann et une partie du PS, tous les autres partis de la pseudo-gauche ont refusé de la rejoindre.

Glucksmann - "Je ne rejoins pas le Parti socialiste, j'appelle toutes les forces qui défendent les mêmes principes à se rassembler et à s'unir" (Qui se ressemblent s'assemblent. - LVOG)

LVOG- Et les langues se délient : Opération sauvetage improbable du PS englouti.

- Voilà donc le pari de la direction socialiste: assumer de ne pas être actuellement une force de premier plan pour reconquérir peu à peu la confiance des électeurs. Le tout étant de ne pas se faire absorber par celui derrière qui l'on se range; surtout si cette personne est -pour citer un Hollandais- "un bobo parisien que personne ne connaît hors de la capitale".

Rémi Lefebvre (PS) ne croit pas une seconde à un scénario semblable au parti communiste qui a accepté de s'effacer derrière Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2012, plantant le dernier clou sur son cercueil : "Raphaël Glucksmann n'a pas la même ambition que Jean-Luc Mélenchon". huffingtonpost.fr 16.03

LVOG - Le scénario du face à face fictif RN - LREM ne va pas durer indéfiniment, LR et le PS étant hors jeu, il va bien falloir qu'ils trouvent ou fabriquent un autre partenaire à LREM...

Thomas Porcher quitte Place publique après l'union avec le PS pour les européennes - Le HuffPost 17 mars 2019

Censée être celle du rassemblement, la candidature de l'essayiste Raphaël Glucksmann aux élections européennes divise autant au Parti socialiste, pourtant officiellement rangé derrière lui, que dans son propre mouvement, Place publique.

L'un des principaux cofondateurs de ce parti, l'économiste Thomas Porcher, annonce son départ ce 17 mars dans une interview au Journal du dimanche, expliquant refuser de "servir de caution de gauche au PS".

"Aujourd'hui, on se retrouve cornérisé avec le PS, quelques petites chapelles, comme l'Union des démocrates et des écologistes [UDE], et un mouvement de centre droit, Cap21, qui a fait campagne pour Emmanuel Macron!", regrette-t-il. "Je n'ai pas envie de servir de caution de gauche au PS, ni que Place publique soit le nouvel emballage d'un produit périmé", ajoute-t-il.

- Pour les européennes 2019, le PS a le choix entre s'effacer ou disparaître - Le HuffPost 16 mars 2019

C'est selon Olivier Faure la meilleure option pour réaliser un bon score le 26 mai. Alors qu'une liste PS est créditée de 5 à 6% dans les sondages, le risque de faire moins que 5% et donc de n'avoir aucun élu est dans toutes les têtes. "Je pense qu'avec cette solution, on peut viser les 10%", lance, très optimiste, le député sortant Eric Andrieu, favorable à cette union. Le HuffPost 16 mars 2019

- Européennes: Glucksmann, une candidature de rassemblement... qui divise au PS - AFP 16 mars 2019

- PS: Le Foll quitte le Bureau national, en désaccord avec le soutien à la candidature Glucksmann - AFP 16 mars 2019

"Les écologistes restent écologistes, Benoît Hamon reste Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon reste Jean-Luc Mélenchon et nous, les socialistes, nous devrions nous effacer derrière Raphaël Glucksmann sans débat interne, sans aucune base idéologique et politique, sans ligne stratégique?", développe Stéphane Le Foll. "Olivier Faure a fait ce qu'il voulait faire, seul, de son côté et il devra l'assumer. Nous sommes loin, en tout cas, de cette renaissance du PS vendue aux socialistes lors du congrès".

Quant à Place publique, "ce mouvement inconnu de tous n'a ni ligne, ni portée, ni consistance!", juge l'ancien ministre de l'Agriculture. Place publique est le parti fondé par M. Glucksmann en novembre, autour des thématiques écologique, démocratique, sociale et européenne.

Le doute travaille cependant d'autres courants du PS. Réunie vendredi soir, la gauche du PS a décidé de "soutenir la démarche de rassemblement avec Raphaël Glucksmann" mais sous conditions, a indiqué Laurent Baumel à l'AFP.

Les médias en chœur, ne tarissent pas d'éloges pour, je cite Le Parisien : "*le philosophe, chouchouté par les médias*".

Jovial, séducteur, malin, un peu moralisateur, convaincant... nouveau, surtout !

Voilà Glucksmann, apôtre d'une démarche généreuse, renvoyé aux vieilles habitudes de la politique. Maintenant, il va lui falloir parler boutique avec ses partenaires en priant que les autres, jusque-là têtus, se rallient miraculeusement à son panache. Ce matin, sur France Inter, son ton avait déjà changé, sans élan, presque langue de bois... désespérément familier. Le Parisien 15 mars 2019

Acte XVIII

LVOG - En désespoir de cause ils ont ressorti les black blocs du placard.

Au total, 32.300 personnes se sont mobilisées dans toute la France selon l'Intérieur, mais 230.766 selon le décompte des gilets jaunes posté sur Facebook. Le syndicat France Police-Policiers en colère parle, pour sa part, de 290.000 manifestants à travers toute la France à 19h30. Dans la soirée, le bilan des interpellations est monté à 237 personnes dont 144 se trouvaient en garde à vue à 21 heures.

Au soir de ce 18e samedi consécutif de manifestation, on peut légitimement se demander s'il ne s'agissait pas du dernier, comme Éric Drouet l'avait annoncé le concernant dans la semaine. Il était au demeurant impossible d'entendre la moindre revendication politique -si ce n'est le mot d'ordre "révolution"- dans les quelques cortèges non déclarés.

Ceux que l'on a vu et entendu, ce sont surtout les centaines de casseurs. Ils étaient même environ 1500 selon la préfecture de police. huffingtonpost.fr 17.03

À Bordeaux, la mobilisation des gilets jaunes en baisse et marquée par des heurts - Le HuffPost et sputniknews.com 17 mars 2019

En famille RN-LREM-LR-PS appellent à la vengeance.

- Gilets jaunes : «La France n'en peut plus !», estime Benjamin Griveaux - Le Parisien 17 mars 2019

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "Tous ceux qui étaient là se sont rendus complices " déclare Emmanuel Macron

Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" à Paris : "Ça ne peut plus durer !", s'exclame Anne Hidalgo

- Emmanuel Macron veut "des décisions fortes" après les violences de l'acte 18 - Le HuffPost 17 mars 2019

"Il est inacceptable de voir que le gouvernement n'arrive pas à maintenir l'ordre dans notre pays", pour François-Xavier Bellamy, tête de liste LR pour les élections européennes, qui a appelé à "mettre fin à l'impuissance de l'État".

"Personne ne peut croire que les moyens nécessaires à la sécurité ont été mis. Si la loi anticasseurs, votée au Parlement, n'était pas bloquée par Emmanuel Macron on serait plus efficace!", a fait valoir le centriste (UDI) Christophe Lagarde.

- Violences en marge des manifestations de "gilets jaunes" : "La loi anti-casseurs ne sert à rien, il faut des moyens" affirme Sébastien Chenu (RN) - Franceinfo 17 mars 2019 LVOG - Les balles réelles !

- Gilets jaunes: Marine le Pen dénonce les "cagoules noires"... avec une photo vieille de 10 mois - Le HuffPost 17 mars 2019

Le "grand débat" : La mystification permanente en guise de gouvernance.

- La synthèse du grand débat sera biaisée, mais il y en aura des dizaines d'autres - Le HuffPost 16 mars 2019

Après le grand débat, des Français sont tirés au sort pour les "conférences citoyennes régionales" - Franceinfo 15 mars 2019

Dans le cadre de la grande consultation nationale, initiée après le début du mouvement des "gilets jaunes", les "conférences citoyennes régionales" commencent vendredi 15 mars. Des Français tirés au sort et représentatifs de la diversité sociologique du pays vont y participer. L'objectif est de formuler des propositions par rapport aux quatre grandes questions posées par le gouvernement : transition écologique, fiscalité et dépenses publiques, organisation de l'État et des services publics, démocratie et citoyenneté. À Paris, la conférence se tient à partir de vendredi, à 16 heures au Grand Palais.

...l'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre. L'institut avait pour mission de constituer un panel représentatif sur un certain nombre de critères comme l'âge, le genre, la catégorie socioprofessionnelle, explique Gaétane Ricard-Nihoul, responsable du pôle "conférence citoyenne" de la mission "grand débat". "Du point de vue logistique, c'est un vrai défi, poursuit-elle. On leur propose de prendre leur billet de train, un hôtel s'ils en ont besoin et lorsqu'ils souhaitent prendre leur véhicule, on leur propose de rembourser a posteriori les frais."

"On s'attendait à un taux de réponse autour de 10% et il était un petit peu en dessous. Ce n'est extrêmement surprenant." Gaétane Ricard-Nihoul à franceinfo. Harris Interactive a sollicité plus de 75 000 Français pour être sûr que les conférences citoyennes se tiennent avec un nombre suffisant de participants. Franceinfo 15 mars 2019

LVOG – « L'institut Harris Interactive a été chargé de trouver les Français prêts à débattre », ah ben voilà qu'ils recourent au RIC !

Macron le bouffon ridiculisé. Non merci monseigneur!

- L'Élysée a invité le philosophe anti-Macron Frédéric Lordon pour le grand débat - Le HuffPost 15 mars 2019

L'Élysée pouvait difficilement inviter plus farouche opposant aux idées d'Emmanuel Macron... Jeudi 14 mars, environ 500 personnes se sont réunies à la Bourse du Travail à Paris, autour de figures des gilets jaunes, militants des quartiers populaires, étudiants en lutte pour le climat et personnalités de gauche. Une occasion de fédérer différentes sphères militantes et d'appeler à un regain de mobilisation pour l'acte XVIII des gilets jaunes, samedi 16 mars, et alors que le Grand débat national tire à sa fin.

"Tout le monde est bienvenu dans ce mouvement s'il se sent concerné par les revendications et idées émises", a soutenu le gilet jaune Jérôme Rodrigues, rappelant l'inaltérable volonté de "convergence des luttes". À ses côtés, la gilet jaune Priscillia Ludosky, le journaliste Hervé Kempf ou encore l'avocat Juan Branco avaient fait le déplacement pour cette soirée proclamée "Début du grand débarras".

Mais comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article, l'un des intervenants de la soirée a aussi fait une surprenante révélation. Frédéric Lordon, économiste et philosophe de la gauche radicale, a annoncé, lettre en main, avoir été invité par l'Élysée pour participer à un "débat prospectif" avec d'autres intellectuels le 18 mars prochain.

"Ces mecs nagent en pleine béatitude ou alors ils sont au comble du désarroi", s'est d'abord moqué l'intellectuel, devant une salle hilare, avant de lire sa réponse, sans surprise négative, à l'invitation du président.

"Savez-vous qu'à part des éditorialistes qui vous servent de laquais et répètent en boucle que la démocratie c'est le débat, votre grand débat, personne n'y croit", a raillé ce membre des Économistes atterrés, collectif d'universitaires et de chercheurs qui fustige "l'orthodoxie néo-libérale" et promeut une analyse économique aux antipodes de celle d'Emmanuel Macron.

"Vous détruisez le travail, vous détruisez les territoires, vous détruisez les vies, vous détruisez la planète." Frédéric Lordon à Emmanuel Macron.

Depuis le mouvement Nuit Debout, dont il fut l'une des têtes pensantes, Frédéric Lordon est devenue l'une des figures intellectuelles incontournables de la gauche radicale, jamais bien loin pour appeler au soulèvement contre le pouvoir en pleine mobilisation sociale. Le HuffPost 15 mars 2019

TROISIEME PARTIE

Confirmation.

- Algérie : vers un changement de clan, pas de système - L'Express.fr 16.03

Leurs institutions internationales aussi en crise.

- Les Philippines quittent la CPI, qui enquête sur leur président - AFP 17 mars 2019

Les Philippines doivent se retirer officiellement dimanche de la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les violences commises dans le cadre de la répression féroce du trafic de drogue lancée par leur président, Rodrigo Duterte. AFP 17 mars 2019

- La CPI s'apprête à violer la décision du Conseil de sécurité et à inculper Bachar el-Assad par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 12 mars 2019

On croyait impossible que la Cour pénale internationale (CPI) juge des Syriens depuis que la Chine et la Russie ont opposé leur veto à une proposition de résolution occidentale en ce sens. Mais non : une astuce juridique devrait permettre de contourner la décision du Conseil de sécurité. La Cour espère condamner le président Bachar el-Assad, non pas pour l'assassinat de Rafic Hariri (cette imposture a fait long feu), mais pour « crime contre l'humanité ».

Les Nations Unies convoquèrent, en 1998, la Conférence de Rome qui créa la Cour pénale internationale (CPI). Bien sûr, il ne s'agissait pas de créer un supra-Tribunal qui juge à la place des États-membres, au nom de l'humanité, mais de disposer d'un outil capable de juger des criminels à la fin d'une guerre, lorsque les institutions de son pays sont diminuées, voire détruites.

Ainsi, les statuts de la Cour soulignent qu'elle ne peut se saisir d'un cas qu'avec l'assentiment de la Justice locale. Or, ces mêmes statuts prévoient aussi

- qu'elle puisse se saisir d'un crime commis par un ressortissant d'un pays non-adhérent à la Cour, dans un pays adhérent, à la place de ce pays ;

- ainsi que d'un crime commis par n'importe qui, n'importe où, lorsqu'elle est saisie par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Dans ces deux cas, le Statut de Rome, élaboré au sein de l'Onu et signé par quelques États, peut s'appliquer à tous les États, même aux non-adhérents.

C'est la raison pour laquelle, les trois premières puissances mondiales —la Chine, les États-Unis et la Russie— ont refusé de le ratifier. Elles y voient, à juste titre, une violation du principe de souveraineté, formulé au XVIII^e siècle par le juriste Emer de Vattel et consacré par la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969 [1].

En septembre dernier, la CPI a déclaré recevable une plainte contre les autorités du Myanmar, qui n'est pourtant pas adhérent, parce qu'ils auraient commis des atrocités qui ont provoqué l'exode des Rohingyas. Elle estime être compétente car les victimes ont fui au Bangladesh, qui est signataire du Statut de Rome [2].

Sur ce modèle, une famille de Frères musulmans vient de porter plainte contre le président Bachar el-Assad et des responsables syriens, alors que la République arabe syrienne n'est pas adhérente. Elle argue avoir assisté à diverses atrocités et avoir été contrainte de fuir en Jordanie. La Cour devrait ignorer que les Frères musulmans sont la matrice du terrorisme islamique et que la Confrérie est classée organisation terroriste dans de nombreux pays. Logiquement, elle devrait se déclarer compétente, car la Jordanie est signataire du Statut de Rome.

Pourtant, le 22 mai 2014, lorsque les Occidentaux et leurs alliés du Golfe voulurent faire saisir la CPI par le Conseil de sécurité à propos des événements syriens, la Chine et la Russie y opposèrent leur veto [3].

Peu importe, la Cour acquiert une autonomie. Elle ne prétend plus aider les États à rendre la Justice, mais s'autoproclame défenderesse de l'humanité contre les États.

Il faut bien comprendre ce qui est en train de se passer : au cours des dernières années, la CPI a principalement été financée par l'Union européenne et a rédigé elle-même son propre Code. Jusqu'en 2016, elle n'a jugé que des prévenus africains, en fonction de ses propres lois, et les a tous condamnés [4]. Le Burundi, après un vote de son Parlement, a alors décidé de se retirer du Statut de Rome, au motif que la CPI était devenue « un instrument de pression sur les gouvernements des pays pauvres ou un moyen de les déstabiliser sous l'impulsion des grandes puissances ». Trois autres États l'ont suivi : la Gambie, les Philippines et l'Afrique du Sud. Cependant, l'Afrique du Sud et la Gambie se ravisèrent après qu'eut été nommée comme nouvelle procureure générale de la Cour, la Gambienne Fatou Bensouda.

Il n'en reste pas moins que, jusqu'à la nomination de Madame Bensouda, la CPI n'offrait aucune des garanties attendues d'une juridiction impartiale. Ainsi, lors de l'attaque de la Libye par l'Otan, en violation du mandat du Conseil de sécurité, les « preuves » réunies par le procureur général —l'Argentin Luis Moreno Ocampo— contre Mouamar Kadhafi, son fils Saïf el Islam et son beau-frère Abdallah Al-Senoussi, se limitaient en tout et pour tout à des coupures de presse des États agresseurs. Pire : lorsque l'Otan bombardait Tripoli, le procureur déclara que Saïf el-Islam Kadhafi avait été arrêté par les Occidentaux et que son bureau organisait son défèrement à La Haye. Ce faisant, il mentait effrontément et démoralisait les Libyens pour qu'ils ne résistent pas à l'agression de l'Otan. En réalité, Saïf el-Islam était sain et sauf, dans les sous-sols de l'hôtel Rixos où je me trouvais.

Le même Luis Moreno Ocampo, dans son bureau à la Cour, viola une journaliste. Il n'échappa à la Justice qu'en raison de son immunité de procureur international [5]. Corrompu, il se fit secrètement payer pour mettre en cause des individus à éliminer [6]. Les comptes bancaires secrets du procureur furent ultérieurement révélés par des enquêtes journalistiques au Panama et aux îles Vierges [7]. Luis Moreno Ocampo n'a jamais été inquiété.

Certes, son successeur, Fatou Bensouda, est plus présentable. Mais la structure n'a pas changé. Les magistrats du siège en sont si conscients que, le 15 janvier 2019, ils se sont révoltés et ont acquitté Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé ; deux accusés dont les supposés « crimes contre l'humanité » avaient servi à justifier le « changement de régime » imposé par la France en Côte d'Ivoire. C'était la première fois que la CPI s'écartait du rôle politique que les Européens lui ont assigné.

Le 29 juillet 2015, les Occidentaux tentèrent de faire passer une résolution au Conseil de sécurité dessaisissant la Justice ukrainienne de la destruction du vol MH17 et transférant l'affaire à la CPI. Il s'agissait en fait de préparer l'inculpation du président Vladimir Poutine, alors que la Russie n'est pas signataire du Statut de Rome. La question n'est pas ici de savoir qui a détruit cet avion, mais d'observer la manipulation politique de la Justice pénale internationale. La Russie opposa son veto au projet de résolution occidentale.

Le président syrien, Bachar el-Assad, devrait donc être jugé par contumace par la CPI. Il comparaitra in abstentia avec d'autres responsables syriens dont les noms ne sont pas encore connus. Il en a l'habitude. En 2005, il avait été accusé d'avoir commandité l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri, cette fois avec la complicité du président libanais Émile Lahoud. Une enquête internationale avait été conduite par une équipe germano-israélienne [8]. Puis un pseudo-tribunal avait été créé à l'initiative de l'ambassadeur US à Beyrouth, Jeffrey Feltman. Un traité avait alors été signé par le secrétaire général de l'Onu —avec l'approbation du Conseil de sécurité— et par le nouveau Premier ministre libanais —sans autorisation ni du gouvernement, ni du Parlement—. À l'époque, l'Occident s'était persuadé de la culpabilité du prévenu. Las ! après un an d'accusations fracassantes, le procureur Detlev Mehlis démissionnait dans un ahurissant scandale : les témoins sur lesquels il s'appuyait étaient des imposteurs payés par ses amis. Le Tribunal spécial pour le Liban poursuit son œuvre malfaisante en accusant cette fois le Hezbollah, alors que celui-ci a publié des enregistrements d'un drone israélien sur les lieux de l'assassinat. Le Tribunal persiste à prétendre que Rafic Hariri a été tué par l'explosion d'une camionnette alors que les relevés médico-légaux sont formels : c'est impossible [9]. Il a dépensé des millions de dollars pour reconstituer la scène et valider sa théorie, en vain. Il travaille donc sur une thèse que tout le monde sait fausse.

La République arabe syrienne a combattu durant 8 ans pour préserver sa souveraineté. Elle ne devrait donc pas autoriser ses dirigeants à se rendre à La Haye. Mais elle peut toujours contester la validité de la procédure.

Celle-ci a été initiée par l'avocat britannique des plaignants, Rodney Dixon, connu pour être aussi celui du Qatar contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Il a une longue expérience de la « Justice internationale » puisqu'il fut un des conseillers de la Canadienne Louise Arbour, la procureure générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et de celui pour le Rwanda ; deux institutions qui ont échoué à faire la lumière sur les crimes qui leur étaient soumis.

Me Dixon a déjà fait savoir qu'il comptait poursuivre les dirigeants syriens pour des « crimes contre l'humanité ». Il s'appuiera sur le Rapport César [10] ; un document rendu public par le Qatar, via le cabinet londonien Carter-Ruck, le 20 janvier 2014, deux jours avant les négociations de paix de Genève 2. Il s'agit de 55 000 photographies de suppliciés prises par un photographe de l'Armée arabe syrienne. Selon,

l'accusation, elles représentent les victimes du « régime », selon le gouvernement syrien, ce sont au contraire des clichés des victimes des jihadistes. Ce rapport a été authentifié contre la Syrie par trois procureurs internationaux au passé honteux, ayant travaillé à la Cour spéciale pour le Sierra Leone ou au Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie.

- Sir Desmond Lorenz de Silva est l'auteur d'un rapport commandité, par le Premier ministre britannique sur la mort d'un avocat irlandais, qualifié de « honte » par la famille de la victime. Il y reconnaissait la responsabilité des autorités, que l'on ne pouvait plus cacher, mais escamotait les preuves contre la Couronne.

- Sir Geoffrey Nice s'est illustré en poursuivant durant deux ans Slobodan Milošević sans jamais parvenir à apporter la moindre preuve de crimes contre l'humanité. Le procès a pris fin avec la mort du détenu, assassiné dans sa prison selon la Russie.

- David M. Crane est un ancien responsable de la CIA et de la DIA qui dirige depuis le début de la guerre contre la Syrie un programme en vue de traduire Bachar el-Assad devant n'importe quelle cour spéciale internationale et sous n'importe quelle accusation.

En septembre 2012, le département d'État US, sur une idée de l'ambassadeur Jeffrey Feltman devenu assistant de la secrétaire d'État, avait créé une association, le Syria Justice and Accountability Centre (SJAC), chargée de collecter des preuves des crimes du gouvernement syrien. Il la finançait à hauteur de 5 millions de dollars annuels, le reste étant à la charge des « Amis de la Syrie », notamment du Maroc. Deux ans plus tard, Washington renonçait à cet outil. Pourtant, l'ambassadeur Jeffrey Feltman, devenu directeur des affaires politiques de l'Onu, relançait le SJAC, cette fois avec des fonds européens.

Il n'existe aucun contrôle de la CPI, même lorsque son procureur général est un criminel corrompu. La Cour est exclusivement au service de ceux qui la payent : l'Union européenne.

Par le passé, on considérait la guerre comme un moyen de conquérir ou de se défendre. Aujourd'hui, au contraire, on feint de penser que c'est une action illégale en soi, même en légitime défense. Ainsi, celui qui la décide ne doit pas la déclarer, mais établir la preuve a posteriori qu'en commettant ce crime, il défendait le Bien. Ce que le vainqueur pourra toujours prétendre.

Notes

[1] *Defending the Society of States_ Why America Opposes the International Criminal Court and its Vision of World Society*, Jason Ralph, Oxford University Press, USA (2007)

[2] « Examen préliminaire : Bangladesh/Myanmar », ICC/CPI.

[3] Bien que non signataires du Statut de Rome, les États-Unis ont co-signé le projet de résolution franco-britannique. « Réunion du Conseil de sécurité sur le Proche-Orient (vétos) », Réseau Voltaire, 22 mai 2014.

[4] *Africa and the International Criminal Court*, Gerhard Werle, Lovell Fernandez, Moritz Vormbaum, T.M.C. Asser Press (2014). *The International Criminal Court at the Mercy of Powerful States. An Assessment of the Neo-Colonialism Claim Made by African Stakehold*, Res Schuerch, T.M.C. Asser Press (2017).

[5] « Luis Moreno-Ocampo, pourfendeur du mal épris de lumière », Angélique Mounier-Kuhn, Le Temps, 29 juin 2011.

[6] « Les Secrets de la Cour : Dossiers manipulés, comptes offshore, conflits d'intérêts... : 40 000 documents confidentiels dévoilent les dessous de la CPI », Fabrice Arfi et Stéphanie Maupas, Médiapart, 29 septembre 2017.

[7] « CPI : Luis Moreno Ocampo, l'accusateur accusé », Damien Glez, Jeune Afrique, 4 octobre 2017.

[8] *L'Effroyable imposture 2*, Thierry Meyssan, éditions Demi-Lune, 2018.

[9] « Révélations sur l'assassinat de Rafiq Hariri », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 29 novembre 2010.

[10] A Report into the credibility of certain evidence with regard to Torture and Execution of Persons Incarcerated by the current Syrian regime, Carter-Ruck, January 20, 2014